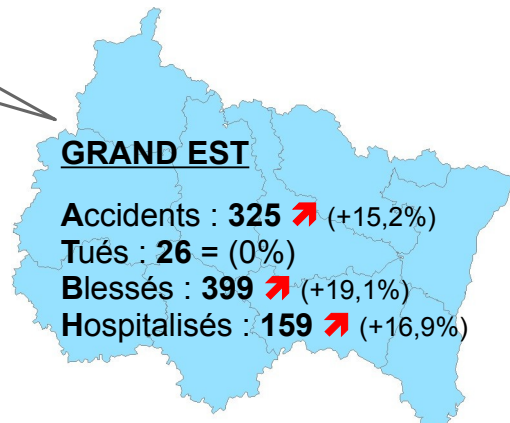
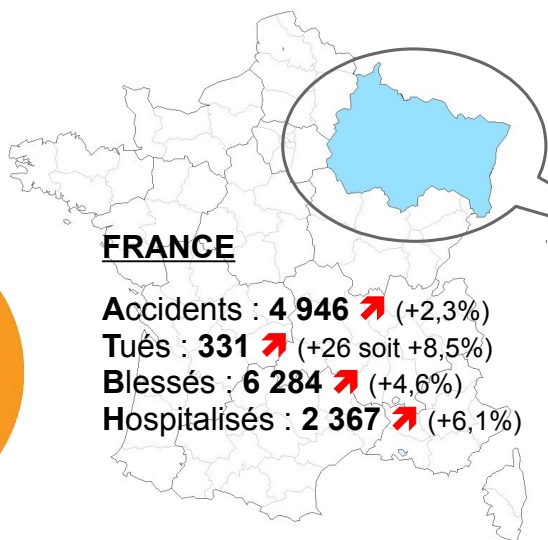


La sécurité routière dans la région *Grand Est*

Baromètre mensuel de l'accidentalité

Décembre
2016



BILAN PROVISOIRE DU MOIS

DEPARTEMENTS	ARDENNES	AUBE	MARNE	HAUTE-MARNE	MEURTHE ET MOSELLE	MEUSE	MOSELLE	BAS-RHIN	HAUT-RHIN	VOSGES
Accidents corporels	16	13	36	4	58	6	57	76	49	10
<i>même mois consolidé n-1</i>	9	11	33	12	65	6	45	53	34	14
Personnes tuées	3	3	5	0	1	0	3	8	3	0
<i>même mois consolidé n-1</i>	1	1	2	3	3	4	6	4	1	1
<i>Cumul depuis janvier</i>	17	18	39	11	34	12	47	46	25	23
Personnes blessées	16	14	38	4	71	7	82	96	57	14
<i>même mois consolidé n-1</i>	9	12	44	15	68	3	51	64	43	26
dont blessées hospitalisées	7	8	24	1	28	6	31	22	25	7
<i>même mois consolidé n-1</i>	5	10	16	10	14	2	18	19	29	13

REPARTITION DES PERSONNES TUEES

USAGERS	0-13 ans	14-17 ans	18-24 ans	25-44 ans	45-64 ans	65 ans et +	Total depuis janvier	Décembre
Piétons	2		3	5	6	28	44	1
Bicyclettes	2		2	1	3	9	17	2
Cyclomoteurs			1	1	2	2	6	0
Motocyclettes			4	19	5	2	30	2
Véhicules légers	7	5	44	35	32	39	162	20
Poids lourds			1	1	3		5	0
Autres			1	2	2	3	8	1
Cumul depuis janvier	11	5	56	64	53	83	272	26
Décembre	2	0	5	8	4	7		

*Autres = voitures, quads, tracteurs, trains, tramways et engins spéciaux

COMMENTAIRES

La mortalité routière en France connaît une hausse sensible de 8,5 % par rapport à décembre 2015. Ainsi, 331 personnes seraient décédées sur les routes en décembre 2016, soit 26 personnes tuées de plus. Les nombres d'accidents corporels, de personnes blessées et blessées hospitalisées sont également en hausse respectivement de 2,3 %, 4,6 % et 6,1 %.

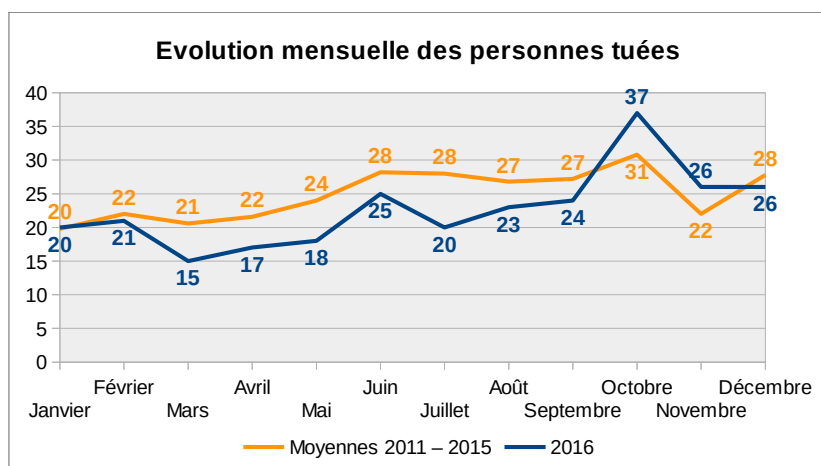
Dans la région Grand Est, l'accidentalité suit la même tendance défavorable nationale. Ainsi, les nombres d'accidents corporels, de personnes blessées et blessées hospitalisées augmentent respectivement de 15,2 %, 19,1 % et 16,9 %. Par ailleurs, la mortalité reste stable par rapport à décembre 2015.

Les tendances sont plus contrastées dans les départements de la région. Ainsi tous les indicateurs sont à la hausse pour les Ardennes et le Bas-Rhin alors que plus favorablement, ceux de la Haute-Marne et des Vosges **diminuent**. S'agissant de la mortalité, elle augmente dans 5 départements du Grand Est (08, 10, 51, 67 et 68) alors que le nombre de personnes tuées **baisse de façon significative** ce mois-ci en Meurthe-et-Moselle (-2) et en Moselle (-3). Enfin, il n'y a **aucune personne tuée** à déplorer dans la Haute-Marne, la Meuse et les Vosges.

Les seniors de +65ans restent toujours les plus vulnérables depuis le début de l'année. Ainsi à décembre 2016, cette tranche d'âges représente 30 % du nombre total de personnes tuées pour la région et 1/3 de ces seniors sont des piétons. Concernant d'ailleurs ce type d'usagers, les piétons se positionnent au 2^{ème} rang de la mortalité après les usagers de véhicules légers. Ils représentent ainsi 16 % des personnes tuées. S'agissant des 2 roues motorisés (cyclos et motos), autres usagers vulnérables, leur proportion est de 13 %.

EVOLUTION MENSUELLE

(Chiffres provisoires mensuels 2016, comparés aux moyennes des 5 mois identiques précédents)

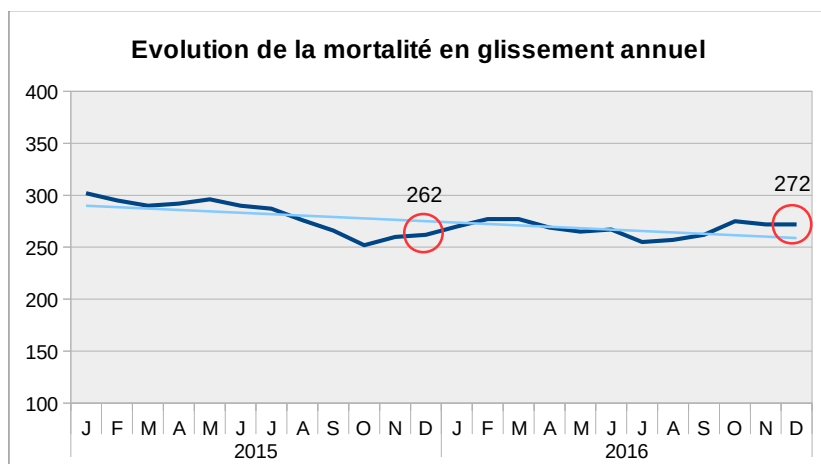


Jusqu'au mois de septembre 2016, la courbe de la mortalité dans la région Grand-Est était majoritairement en dessous de celle des moyennes des 5 mois identiques précédents. Après les dépassements d'octobre et novembre elle se situe pour ce mois de décembre de nouveau en dessous de cette référence.

Après une évolution générale à la hausse depuis le début de cette année, la tendance de la mortalité s'inverse favorablement au mois de novembre puis se confirme en décembre. Ainsi pour cette fin d'année, on dénombre 2 personnes tuées de moins par rapport à la référence.

EVOLUTION ANNUELLE

(Chaque valeur mensuelle correspond à la moyenne sur 12 mois glissants y compris le mois considéré)



Sur l'année 2016, 272 personnes sont décédées dans la région Grand-Est. Comparée à décembre 2015 avec 262 personnes tuées et sur une période identique, la mortalité a progressé à peu près de 4 %. Dans un même temps, elle est restée quasiment stable au niveau national (+0,2 %).

Les entreprises ont désormais l'obligation d'indiquer l'identité de leurs collaborateurs en infraction avec le code de la route

► Depuis le **1^{er} janvier 2017**, les entreprises doivent indiquer par lettre recommandée avec accusé de réception ou via une procédure dématérialisée, dans un délai de 45 jours, l'identité et l'adresse du conducteur d'un véhicule ayant commis une infraction au code de la route.

Les modalités pratiques seront précisées prochainement dans un arrêté à paraître au Journal officiel. L'entreprise pourra se soustraire à cette obligation si elle peut prouver que le véhicule a été volé, que la plaque d'immatriculation a été usurpée ou qu'un autre événement de force majeure empêche l'identification. Dans tous les autres cas, si l'entreprise ne répondait pas à cette demande, elle serait passible d'une amende de 4e classe. Son montant peut atteindre 750 euros.



À vélo, le casque devient obligatoire pour les enfants de moins de 12 ans, qu'ils soient conducteurs ou passagers

► Protéger les plus vulnérables fait partie des priorités du Gouvernement. Ainsi, en application de la mesure n°16 du Comité interministériel de la sécurité routière du 2 octobre 2015 visant à réduire la gravité des blessures au visage et les risques de traumatismes crâniens des enfants pratiquant le vélo, le port du casque à vélo devient obligatoire pour les enfants (conducteurs ou passagers) de moins de 12 ans.

Le décret n° 2016-1800 relatif à cette obligation qui est paru le 22 décembre 2016 au Journal officiel a prévu un **délai de 3 mois** pour que chaque famille puisse avoir le temps de **s'équiper** correctement. L'entrée en vigueur de cette obligation sera donc effective à compter du **22 mars 2017**. Le port du casque à vélo sera obligatoire pour les enfants de moins de 12 ans aussi bien au guidon de leur vélo qu'en tant que passagers.

À partir du 1er janvier 2017, onze catégories d'infractions routières seront verbalisables sans interception du conducteur

► Afin d'intensifier la lutte contre les comportements dangereux, les mesures 3 et 6 du Comité interministériel de la sécurité routière (CISR) du 2 octobre 2015 prévoyaient d'étendre le nombre des infractions pouvant être constatées, sans interception en bord de route, par l'intermédiaire de la vidéo-verbalisation et des radars homologués.

Jusqu'à présent quatre catégories d'infractions routières étaient constatables sans interception du conducteur en bord de route : le non-respect des signalisations imposant l'arrêt des véhicules (feu rouge, stop, etc.), le non-respect des vitesses maximales autorisées, le non-respect des distances de sécurité entre les véhicules et l'usage de voies et chaussées réservées à certaines catégories de véhicules comme les bus ou les taxis. Depuis le 31 décembre 2016, sept catégories d'infractions supplémentaires pourront être constatées :

le défaut du port de la ceinture de sécurité ; l'usage du téléphone portable tenu en main ; la circulation, l'arrêt et le stationnement sur les bandes d'arrêt d'urgence ; le chevauchement et le franchissement des lignes continues ; le non-respect des règles de dépassement, le non-respect des « sas-vélos » et le défaut de port du casque à deux-roues motorisé.



Les autres actualités de la sécurité routière

LE CHIFFRE

En 2015, un quart des 18-24 ans impliqués dans un accident mortel étaient alcoolisés et, de même, un quart des 25-44 ans.



Le surteintage des vitres avant des véhicules est sanctionné depuis le 1^{er} janvier 2017